

stabilisa, et plus particulièrement après la campagne « de suppression des contre-révolutionnaires » de l'hiver 1950-1951, une grande partie des officiers de la police furent liquidés et déplacés par les cadres du Bureau de Sécurité Publique du Parti communiste. Le gouvernement avait instruit un groupe de « Police Populaire » en vue de « maintenir l'ordre et la sécurité ». Si une section d'anciens policiers était maintenue à son poste, elle devait passer par une rigoureuse sélection et un entraînement. Ainsi, bien que le système de police existe toujours et, dans un certain sens, ait même été renforcé, nous devons cepen-

peu de temps après la Libération, parce que les fusils utilisés par les travailleurs pour protéger leurs usines et les armes des habitants de la campagne arrachés aux propriétaires fonciers et nobles ruraux furent réquisitionnés par l'Armée.

La seule exception importante à cette règle est jusqu'à maintenant le cas du Tibet, où, d'après le traité de paix conclu, l'armée reste entièrement tibétaine et commandée par des officiers tibétains, conservant son système, ses coutumes et sa routine militaire entièrement différente de celle de l'Armée de Libération.

dant admettre que ce système n'est plus du tout un organisme de police du régime du Kuomintang.

Le code judiciaire du Kuomintang fut ouvertement aboli. Le nouveau régime n'a cependant pas encore établi son propre système de juridiction, et c'est précisément dans ce sens que le système judiciaire actuel contient les caractéristiques qui peuvent être trouvées dans toutes les révolutions de l'histoire. On ne demande aucune qualification à un juge, le jury n'est pas autre chose que les associations populaires et les institutions gouvernementales. Les hommes de loi sont destitués. Toutes les causes civiles et la plupart des causes criminelles (quelques-unes sont jugées en secret) sont soumises au jugement public.

Naturellement, le Parti communiste fait subir un traitement arbitraire aux prisonniers politiques (aussi bien aux criminels contre-révolutionnaires qu'aux révolutionnaires opposés à la politique du P.C.). Néanmoins, tout le « système » judiciaire d'aujourd'hui est tout à fait nouveau, particulièrement à la campagne, où il est l'expression la plus nette de la révolution.

2 février 1952.

Les luttes des classes en Bolivie

(Suite de la page 34.)

Le soulèvement du 21 juillet fut un mouvement populaire, mais préparé et dirigé par l'impérialisme et la féodal-bourgeoisie. Si un puissant parti révolutionnaire avait existé, il aurait pu faire échec aux manœuvres du P.I.R. et se mettre à la tête des masses en révolte ; le soulèvement serait alors devenu une phase importante de la révolution prolétarienne. Les grands mineurs étaient si sûrs du P.I.R. qu'ils ne s'opposèrent pas à ce que les grèves économiques fussent transformées en grèves politiques, telle la grève générale de la F.O.S. déclenchée à La Paz quelques jours avant le soulèvement.

Guidés par leur instinct de classe, les mineurs dont la mobilisation entraînait déjà dans un processus orienté sur la rupture avec la direction du M.N.R. ne suivirent pas le processus qui s'opérait à La Paz où s'était révélé le divorce total entre le prolétariat et le gouvernement. Sitôt celui-ci renversé, les mineurs craignirent le retour de la « rosca » au pouvoir ; oubliant le chemin parcouru, ils se firent plus villarroelistes que jamais, car Villarroel était à leurs yeux le représentant de « leur » révolution. Si les masses minières avaient pu s'émanciper totalement de l'influence gouvernementale, elles se seraient ainsi pla-

cées à la tête des exploités qui luttèrent à La Paz, et l'histoire de la Bolivie aurait été autre à partir du 21 juillet.

Pour se défendre contre les attaques venues de la réaction, Villarroel avait mobilisé les masses auprès desquelles il jouissait d'une grande influence. Mais de là il était réclamé par d'autres impératifs, à savoir : satisfaire tout d'abord les revendications économiques de ces masses, ensuite prouver par des actes qu'il était décidé à détruire le régime capitaliste. La « rosca » n'aurait pas réussi à le renverser s'il avait commencé une nouvelle étape, en nationalisant les mines et les chemins de fer. Mais Villarroel ne fit aucun pas dans ce sens, pourtant nécessaire pour se défendre. Il ne le fit pas parce qu'il était convaincu que les masses pousseraient plus loin et s'attaqueraient de front au régime de la propriété privée. Au fond Villarroel craignait plus de sombrer sous le flot révolutionnaire des masses que d'être renversé par la « rosca ». Les derniers jours de son gouvernement furent dominés par le désarroi des sommets dirigeants, la lutte entre le clan militaire et le clan du M.N.R. se solda par l'évincement du M.N.R. des postes ministériels.

(à suivre.)